



Déclaration du Conseil National Arménien

CONSENTEMENT PREALABLE, LIBRE ET ECLAIRE

La responsabilité des Arméniens d'Arménie Occidentale est directement engagée, c'est une question relative à la prise en charge de notre destinée.

A ce titre les Arméniens d'Arménie Occidentale doivent être informés dans le détail et les nuances des évènements présents, des choix politiques et juridiques.

Le Conseil National Arménien a choisi l'analyse, déjà pertinente, d'une Association (l'Association Suisse-Arménie), pour montrer les points et les faiblesses qui pourraient encore porter préjudices aux droits historiques et imprescriptibles des Arméniens d'Arménie Occidentale

Etude comparée entre les positions d'un organisme tel que l'Association Suisse-Arménie et les positions du Conseil National Arménien

Déclaration de Position sur les protocoles pour l'Etablissement et le Développement des Relations Diplomatiques entre la République d'Arménie et de Turquie Protocoles destinés être ratifiés par les Parlements d'Arménie et de Turquie

CNA : A ce jour, en dehors du traité de Sèvres, dont la frontière occidentale présentée par le président Woodrow Wilson a été approuvée par 14 Etats le 22 novembre 1920, il n'existe aucun autre traité avec la Turquie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan officiellement signé par l'Arménie indépendante.

L'Arménie indépendante de 1920 a été constituée par l'indépendance de l'Arménie Occidentale dite turque reconnue officiellement le 13 janvier 1918 et l'Arménie Orientale dite russe dont la déclaration date du 28 mai 1918.

Cette Arménie dite intégrale comprenait entre autre, une partie des quatre provinces d'Arménie Occidentale (Trebizond, Erzerum, Bitlis et Van), la province du Nakhitchévan (comprenant les régions de Surmalu, Sharour et du Nakhitchévan), la province de l'Artsakh, et l'ensemble de l'Arménie Orientale actuelle.

Les frontières avec la Géorgie n'ont fait l'objet d'aucun traité officiellement signée par une Arménie avec consentement préalable, libre et éclairée, la question du Djavakhk reste donc pour le moment une controverse territoriale.

Introduction :

ASA : S'ils sont ratifiés par les Parlements respectifs des deux républiques, ces protocoles auront la force d'un traité international, ils deviendront légalement applicables en droit international, et les parties en

assumeront les obligations qui en découlent entre elles. Il ne sera plus possible de se soustraire à ces obligations sauf à souscrire et ratifier un nouveau traité comportant des dispositions différentes.

CNA : Effectivement depuis le traité de Sèvres, l'Arménie n'a signé aucun document avec consentement préalable, libre et éclairé, qui pourrait se référencer à un autre traité.

I - PROTOCOLE SUR L'ETABLISSEMENT DE RELATIONS DIPLOMATIQUES ENTRE LA REPUBLIQUE D'ARMENIE ET LA REPUBLIQUE DE TURQUIE

La République d'Arménie et la République de Turquie ;

- **Désireuses** d'établir des relations de bon voisinage et de développer la coopération bilatérale dans les domaines politique, économique, culturel et autres, pour le bénéfice de leurs peuples, tel qu'envisagé dans les protocoles sur le développement des relations signées le même jour ;
- **Se référant** aux obligations qui leur incombent conformément à la Charte des Nations Unies, à l'Acte final d'Helsinki, à la Charte de Paris pour une nouvelle Europe ;
- **Reconfirmant** leur engagement, dans leurs relations bilatérales et internationales, de respecter et de garantir le respect des principes d'égalité, de souveraineté, de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats, l'intégrité territoriale et l'inviolabilité des frontières ;
- **Ayant à l'esprit** l'importance de la création et du maintien d'un climat de confiance et de respect entre les deux pays qui contribuera au renforcement de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans toute la région, tout en étant déterminés à s'abstenir de menacer ou d'utiliser la force, pour promouvoir le règlement pacifique des différends, et pour protéger les droits de l'Homme et les libertés fondamentales ;
- **Confirmant** la reconnaissance mutuelle de la frontière existante entre les deux pays telle que définies par les traités pertinents du Droit International ;
- **Soulignant** leur décision d'ouvrir la frontière commune ;
- Réitérant leur engagement à s'abstenir de poursuivre des politiques incompatibles avec l'esprit de relations de bon voisinage ;
- Condamnant toute forme de terrorisme, de violence et d'extrémisme quelle que soit leur cause, et s'engageant de s'abstenir d'encourager et de tolérer de tels actes et de coopérer pour les combattre ;
- **Affirmant** leur volonté d'établir un nouveau modèle et une nouvelle direction pour leurs relations fondés sur la base d'intérêts communs, de bonne volonté et sur la poursuite de la paix, de la compréhension et de l'harmonie mutuelles ;
- Conviennent d'établir des relations diplomatiques à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole, conformément à la Convention de Vienne sur les Relations Diplomatiques de 1961 et d'échanger des missions diplomatiques ;

Le présent Protocole et le Protocole sur le Développement des Relations Bilatérales entre la République d'Arménie et la République de Turquie entreront en vigueur le même jour, à savoir le premier jour du premier mois suivant l'échange **des instruments de ratification**.

Fait à *(lieu)* le *(date)* en double exemplaire en arménien, en turc et en anglais. En cas de divergence d'interprétation, c'est le texte anglais qui prévaudra.

Pour la République d'Arménie

Pour la République de Turquie

- 3ème point

"Reconfirmant leur engagement, dans leur relations bilatérales et internationales, pour respecter et garantir le respect des principes d'égalité, de souveraineté, de non-intervention dans les affaires d'autres états, d'intégrité territoriale et d'inviolabilité des frontières."

> ASA : L'Arménie a déjà souscrit à ces principes, ayant signé la Charte des Nations- Unies lors de son indépendance.

CNA : Même si l'Arménie a déjà souscrit à ces principes dans le cadre de la signature de la Charte des Nations Unies au moment où elle a souhaité en devenir membre, elle y a souscrit dans le cadre de traité pertinent existant entre l'Arménie et la Turquie, aussi le seul traité existant est le Traité de Sèvres.

> ASA : L'Arménie n'aura plus le droit de négocier sur le Karabagh. En droit international, actuellement, la région du Karabagh fait légalement partie du territoire de l'Azerbaïdjan. Le Karabagh court le risque énorme de ne plus être soutenu par sa mère patrie (la République d'Arménie), et d'être par conséquent laissé seul avec sa revendication d'auto-détermination, mentionné dans les principes de Madrid.

Concernant l'Artsakh,

CNA : Depuis la déclaration d'indépendance de l'Artsakh en septembre 1991, l'Arménie s'octroi le droit de négocier l'autodétermination - décolonisation du peuple d'Artsakh à son insu et de son droit à l'indépendance (Résolution 1514 (XV) du 14 Décembre 1960 sur la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux), ce qui est une erreur diplomatique.

Nous pouvons néanmoins préciser que l'Artsakh aura toujours le soutien de la République Arménienne et de l'Arménie Occidentale, qui a reconnu la souveraineté de l'Artsakh, le 11 novembre 2008.

> ASA : Les raisons pour lesquelles sont explicités dans les Protocoles les principes de souveraineté, de non intervention dans les affaires intérieures d'autres états, d'intégrité territoriale et d'inviolabilité des frontières, sans aucune mention explicite ou implicite du principe du droit à l'autodétermination des peuples ne sont pas claires. Ce droit n'est pas mentionné dans ce paragraphe, ni dans aucun autre de ce Protocole ou de celui du Développement des Relations entre la République d'Arménie et la République de Turquie. En fait, la référence indirecte à ce principe, par la citation de l'Acte final d'Helsinki cité au point 2 de ce Protocole et qui comporte le droit à l'autodétermination, n'implique pas que le Protocole permette d'y faire référence. Il implique que la question de l'autodétermination ne peut être soulevée que si l'Azerbaïdjan accepte de s'y référer. Ainsi, si elle était soulevée, la question du droit à l'autodétermination serait subordonnée à l'intégrité territoriale, cette dernière étant clairement mentionnée.

> ASA : En ne le mentionnant pas séparément, en n'exigeant pas de la Turquie une claire référence au droit à l'autodétermination et à la réaffirmation de ce principe, qui a le caractère d'une "norme impérative du droit international", l'Arménie lui fait perdre la prédominance qu'il a sur tout autre principe ; il y a acquiescement du signataire ; il consent au fait que ce principe ne s'applique pas à l'affaire considérée parce que le sujet n'est pas ouvert à discussion. La référence à l'Acte Final d'Helsinki, dont le dogme d'intégrité territoriale prévaut, n'est rien de plus qu'une intention d'affirmer cette volonté.

CNA : De quel droit à l'autodétermination s'agit-il, du droit à l'autodétermination- décolonisation ou du droit à l'autodétermination – sécession ? Le CNA précise que dans tous les cas qui concernent l'Arménie historique, il a toujours été revendiqué le droit à l'autodétermination - décolonisation, considérant nos terres et territoires reconnus officiellement, comme occupés. Jamais nous avons revendiqué une sécession, les Arméniens autochtones ne sont donc pas des séparatistes.

>ASA : L'Arménie n'aura plus le droit de soulever des griefs sur l'abus éventuel du patrimoine arménien en Turquie comme faisant partie des revendications relatives à ses biens historiques. C'est une reconnaissance indirecte de la législation mise en place par la Turquie à la suite des événements de 1915 pour rendre inefficace toute revendication sur de tels biens.

CNA : De quelle Turquie s'agit-il ? Est-ce que l'Arménie Occidentale occupée correspond à ce que l'ASA nomme la Turquie ?

La reconnaissance de la ligne de démarcation comme frontière officielle entre l'Arménie « Orientale » et la Turquie revient à reconnaître la fin de l'existence de l'Arménie Occidentale par l'Arménie « Orientale ».

Les Arméniens d'Arménie Occidentale dont leur droit à l'indépendance a été reconnu dès le 13 janvier 1918 par la Russie pourrait devenir caduc. Les Arméniens d'Arménie Occidentale devront définitivement abandonner toute revendication territoriale dans le cadre du traité de Sévres et reconnaître l'intégrité territoriale de la Turquie dans ses limites actuelles.

> ASA : En liaison directe avec ce point, l'Arménie, en tant que signataire de ces Protocoles, n'aura plus le droit de tenir l'Azerbaïdjan responsable devant l'autorité internationale pour la destruction des khatchkars (croix de pierre) de Djouggha (Nakhitchevan), du cimetière arménien de Bakou et de beaucoup d'autres monuments arméniens en territoire azerbaïdjanais.

Concernant le Nakhitchevan,

CNA : Les Arméniens du Nakhitchevan ne pourront plus revendiquer l'intégration territoriale du Nakhitchevan au sein des frontières définies par le traité de Sévres.

Ils devront reconnaître définitivement, que le Nakhitchevan se trouve en Azerbaïdjan. Nous tenons à signaler que depuis la destruction du cimetière arménien, toutes les organisations politiques et propagandistes arméniennes en Europe, par leur déclaration suite à la destruction du cimetière de Djouggha avaient déjà reconnu que le Nakhitchevan se trouverait soi-disant en Azerbaïdjan.

> ASA : En outre, la destruction de monuments arméniens et d'églises de Géorgie, spécialement à Tbilissi et dans la région du Samtskhe-Javakheti (Djavakhk), ne sera jamais sujette à condamnation internationale. De plus, ayant signé ces protocoles, l'Arménie n'aura plus le droit de défendre les Arméniens du Djavakhk, en référence directe avec le cas de Vahagn Chakhalian.

Concernant le Djavakhk,

CNA : Il est stipulé dans le traité de Sévres que les frontières entre l'Arménie intégrale et la Géorgie feront l'objet de négociations directes. Dans la mesure où le traité de Sévres ne serait plus la base fondamentale des rapports entre la Turquie et l'Arménie, ceci aurait des conséquences sur les rapports entre la Géorgie et l'Arménie.

Mais le crime de destruction du patrimoine arménien reste un crime qui peut être à tout moment dénoncé auprès d'une cour internationale, pourquoi personne ne s'en occupe aujourd'hui ?

L'Arménie ne défend pas aujourd'hui les droits des Arméniens du Djavakhk et encore moins Vahagn Chakhalian, qui a subi un emprisonnement injuste de plusieurs mois en Arménie même.

5ème point

"Confirmant la reconnaissance mutuelle de la frontière commune entre les deux pays telle qu'elle est définie par les traités de droit international qui s'y rapportent."

> ASA : C'est une référence directe au Traité de Kars (1921) et au Traité de Lausanne (1923), mais non au Traité de Sévres (1920) qui a été signé par l'Empire Ottoman le 10 août 1920, mais n'a pas été ratifié par le Parlement Ottoman. L'Arménie n'était pas présente lors des négociations du Traité de Lausanne et elle pourrait donc exprimer la réserve qu'elle n'a pas signé ce traité. L'Arménie pourrait également remarquer que l'Arménie Soviétique était forcée de signer le Traité de Kars. Il est essentiel de noter que le Président Wilson avait reçu un mandat de toutes les puissances présentes à Sévres pour établir les

nouvelles frontières pour les Arméniens, les Kurdes et les Turcs. La définition de ces frontières n'était pas sujette à ratification. Un arbitrage international sur ces frontières a été rendu, et en tant qu'instrument judiciaire, est toujours en vigueur. Si l'Arménie signe le protocole, il sera mis fin à la controverse et la République d'Arménie aura définitivement perdu les territoires en Turquie qu'elle pourrait revendiquer.

CNA : Ces territoires sont des territoires occupés par la Turquie depuis le 22 novembre 1920.

>ASA : La reconnaissance des frontières mettra fin au débat ; les victimes du Génocide Arménien ont été soumis à une massive campagne de nettoyage ethnique et ont droit à réparations. Accepter ces frontières abandonne par définition la question de la responsabilité. La responsabilité selon le droit international implique par définition des réparations qui conviennent ; c'est ce qui pourrait se produire avec la reconnaissance du Génocide. Dans ce protocole, l'Arménie reconnaît les frontières, reconnaît le Traité de Lausanne, quand par ailleurs le crime est confié à une "sous-comité" dont les décisions ne seront pas considérées comme une décision juridique valable en droit international. Au mieux, le comité reconnaîtra un fait historique. En conséquence, les demandes arméniennes qu'elles soient territoriales, légales etc., seront abandonnées et écartées par la suite.

CNA : Le génocide des Arméniens est un crime irréparable et doit faire l'objet d'une procédure internationale spécifique qui permettrait de donner une forme juridique à l'ensemble des reconnaissances des Etats, les réparations concernent les descendants des victimes du génocide, en direction de la spoliation des territoires, de la protection de l'environnement naturel, des biens, du patrimoine, de l'exploitation des ressources, des diverses compensations...

6ième point

(...) "réitérant leur engagement de renoncer à toute politique incompatible avec l'esprit des relations de bon voisinage."(...)

>ASA : Ce point est une intention directe, et un but de la Turquie, tendant à bloquer définitivement la reconnaissance internationale du Génocide Arménien. De plus, ce point pourrait être utilisé pour s'opposer à toute revendication que l'Arménie pourrait engager sur le patrimoine culturel et architectural de l'Arménie en Turquie, bilatéralement ou en vertu du droit international. Indirectement, ce point pourrait être employé contre le rôle de l'Arménie dans le conflit du Karabagh, étant donnés les liens entre la Turquie et l'Azerbaïdjan.

CNA : L'ASA devrait expliquer ce que signifie "Génocide Arménien", ceci voudrait dire que le crime est Arménien???? Cette phrase est incompréhensible, et la question se pose encore, de quelle Turquie s'agit-il ?

II - PROTOCOLE SUR LE DEVELOPPEMENT DES RELATIONS ENTRE LA REPUBLIQUE D'ARMENIE ET LA REPUBLIQUE DE TURQUIE

La République d'Arménie et la République de Turquie ;

- **Guidées** par le Protocole sur l'Etablissement de Relations Diplomatiques entre la République d'Arménie et la République de Turquie, signé le même jour ;
- **Considérant** les perspectives de développement de leurs relations bilatérales, fondées sur la confiance et le respect de leurs intérêts mutuels ;
- **Etant Résolues** à développer et à renforcer leurs relations bilatérales, dans les domaines, politique, économique, énergétique, des transports, scientifique, technique, culturel ainsi que d'autres, fondées sur les intérêts communs des deux pays ;

- **Soutenant** la promotion de la coopération entre les deux pays dans les organisations internationales et régionales, et notamment dans le cadre de l'ONU, de l'OSCE, du Conseil de l'Europe, du Conseil du Partenariat Euro-Atlantique et du Conseil de Coopération Economique de la Mer Noire ;

- **Tenant compte** de l'objectif commun des deux Etats de coopérer pour renforcer la stabilité et la sécurité régionale pour assurer le développement démocratique et durable de la région ;

- **Réitérant** leur engagement en vue d'un règlement pacifique des différends régionaux et internationaux et des conflits sur la base des normes et principe du Droit International ;

- **Réaffirmant** leur disposition à soutenir activement les actions de la communauté internationale à traiter les menaces régionales envers la sécurité commune et envers la sécurité et de la stabilité mondiales, telles que le terrorisme, la criminalité organisée transnationale, le trafic illicite de drogues et d'armes ;

1. Conviennt d'ouvrir la frontière commune dans les deux mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent Protocole ;

2. Conviennt de :

- Mener des consultations politiques régulières entre les ministères des Affaires Etrangères des deux pays ;
- **Mettre en œuvre un dialogue de portée historique dans le but de rétablir la confiance mutuelle entre les deux nations, y compris par un examen scientifique impartial des dossiers et des archives historiques afin de définir les problèmes existants et de formuler des recommandations ;**
- Faire le meilleur usage possible des transports existants, des infrastructures et des réseaux de communications et énergétiques entre les deux pays, et prendre des mesures à cet égard ;
- Développer un cadre juridique bilatéral afin de favoriser la coopération entre les deux pays ;
- **Coopérer dans les domaines de la science et de l'éducation en encourageant les relations entre les institutions appropriés, ainsi qu'à promouvoir l'échange de spécialistes et d'étudiants, et d'agir dans le but de préserver le patrimoine culturel des deux côtés et de lancer des projets culturels communs ;**
- Etablir une coopération consulaire, conformément à la Convention de Vienne sur les Relations Consulaires de 1963 afin de fournir l'assistance nécessaire et la protection aux citoyens des deux pays ;
- Prendre des mesures concrètes afin de développer le commerce, le tourisme et la coopération économique entre les deux pays ;
- S'engager dans un dialogue et renforcer leur coopération sur les questions environnementales ;

3. Conviennt de la création d'une Commission intergouvernementale bilatérale qui doit comporter des sous-commissions distinctes pour la mise en œuvre rapide des engagements mentionnés au paragraphe opérationnel 2, ci-dessus du présent Protocole.

Pour préparer les modalités de fonctionnement de la Commission intergouvernementale et de ses sous-commissions, un groupe de travail dirigé par les deux ministres des Affaires étrangères doit être créé, deux mois après le jour suivant l'entrée en vigueur du présent Protocole.

Dans les trois mois après l'entrée en vigueur du présent Protocole, ces modalités devront être approuvées au niveau ministériel.

La commission intergouvernementale se réunira pour la première fois, immédiatement après l'adoption desdites modalités.

Les sous-commissions commenceront leurs travaux au plus tard 1 mois après et elles fonctionneront en permanence jusqu'à la fin de leur mandat. Si nécessaire, des experts internationaux pourront participer aux sous-commissions.

Le calendrier et les points convenus par les deux parties pour la mise en œuvre du présent protocole sont mentionnés dans le document annexé, lequel fait partie intégrante du présent Protocole.

Le présent Protocole et le Protocole sur l'Etablissement de relations Diplomatiques entre la République d'Arménie et la République de Turquie entreront en vigueur le même jour, à savoir le premier jour du premier mois suivant l'échange des instruments de ratification.

Fait à (lieu) le (date) en double exemplaires en arménien, en turc et en anglais. En cas de divergence d'interprétation, c'est le texte en anglais qui prévaudra.

Pour la République d'Arménie

Pour la République de Turquie

6ième point

"Réitérant leur engagement dans la résolution pacifique des conflits régionaux et internationaux sur la base des normes et des principes du droit international,"

> ASA : Le conflit du Karabagh est concerné ainsi que les réparations du **Génocide Arménien**. Une référence claire est ainsi faite au conflit du Karabagh, et implique que la République d'Arménie renonce à soutenir, aider ou contribuer à la défense de la République du Karabagh.

> ASA : Karabagh : quels sont les critères du droit international définissant la légitimité d'une région à l'intérieur d'un pays existant, et donnant à la région son indépendance ? Comme indiqué précédemment, en droit international, le droit à l'autodétermination prévaut sur tout autre principe, y compris celui de l'intégrité territoriale. Cependant, la signature de ces Protocoles dans lesquels un tel critère n'est pas inclus, est une claire indication que ce principe est exclu du débat et du cas d'espèce ; il serait par conséquent impossible à la République d'Arménie d'y faire référence, par rapport au conflit considéré.

CNA : L'Artsakh ne fait pas partie de l'Azerbaïdjan, et a été confirmée par la déclaration solennelle de Narimanov le 30 novembre 1920, cette approche ne tient pas compte de la résolution 1514, concernant le droit à l'autodétermination – décolonisation qui définit juridiquement ces critères et montre le manque de connaissance juridique en la matière.

> **ASA : Réparations** : aussi longtemps que la Turquie n'aura pas signé un document reconnaissant le Génocide, ou qu'une cour internationale n'aura pas condamné la Turquie, comme héritière de l'Empire ottoman, pour le **Génocide Arménien**, l'Assemblée Générale des Nations Unies n'aura aucune raison de la condamner ; en conséquence, il n'y aura aucun instrument du droit international qui permette de poursuivre pour ce crime la Turquie, héritière de l'Empire ottoman, ne serait-ce que pour une demande au titre de réparation du préjudice moral.

CNA : Le génocide des Arméniens est par définition irréparable matériellement, rien ne peut réparer les victimes d'un tel crime, par contre les conséquences du génocide sur les populations rescapés et leurs descendances exigent des réparations morales, juridiques et matérielles. Ils existent actuellement des instruments du droit international en Europe et dans le monde au même titre que les autres peuples qui ont subi aussi un Génocide. Ainsi les descendants des victimes du génocide doivent absolument revendiquer des réparations, le droit au retour et des compensations à l'utilisation illicite de leurs ressources territoriales.

> ASA : En liaison directe avec ce qui précède, la décision d'une cour d'appel fédérale des Etats-Unis, le 20 août 2009, a été fondée sur l'absence d'un tel instrument et sur **l'absence d'une reconnaissance légale du gouvernement américain qu'un Génocide Arménien ait eu lieu**. La décision a affirmé que les citoyens américains descendant d'Arméniens victimes des massacres de 1915-1918 par les Turcs n'avaient pas le pouvoir de poursuivre les compagnies d'assurances étrangères pour non paiement des indemnités. De façon surprenante, la cour d'appel n'a pas pris en considération la déclaration du précédent Président

des USA Ronald Reagan reconnaissant le **Génocide Arménien** en 1981, et n'a pas pris en considération les résolutions prises à la Chambre des Représentants des USA en 1975 et 1984, reconnaissant textuellement le **Génocide Arménien**. Cependant, la reconnaissance de ce crime par plus de vingt parlements nationaux et cinq gouvernements (France, Grèce, Argentine, Uruguay et Canada) ; la Cour Suprême de Suisse en condamnant le négationniste Dogu Perincek, et le rapport Whitaker (sur la prévention et la pénalisation du crime de génocide, approuvé par la Sous-commission des Nations-Unies sur la Prévention de la Discrimination et la Protection des Minorités), sont les preuves tangibles d'une sensibilité croissante du droit international en ce sens.

Deuxième accord, 2ème paragraphe :

"Mettre en place un dialogue sur la dimension historique avec l'objectif de rétablir la confiance mutuelle entre les deux nations, comportant un examen scientifique impartial des données historiques et des archives pour définir les problèmes actuels et formuler des recommandations ;"

ASA : Cet article est l'un des points les plus sujets à controverse de ce Protocole, et expose l'Arménie à un grand risque dans ses rapports avec la Diaspora : l'Arménie n'a pas le pouvoir de parler pour l'ensemble de la Nation, qui inclut la Diaspora (ce point dans le Protocole spécifie "Nations" et non Pays, et reste vrai pour la suite du texte).

> L'ASA est en désaccord avec la phrase du protocole suivante : **"pour définir les problèmes actuels"**. Le Génocide est-il un problème actuel à redéfinir ? Ou le problème est-il en fait qu'il n'a pas été reconnu encore par la Turquie ? Ou est-ce que les relations entre les deux pays ne peuvent avancer à cause de la question non résolue du génocide ? La confiance mutuelle entre l'Arménie et la Turquie sur la "dimension historique" ne peut être restaurée que par la reconnaissance par la Turquie du Génocide. Affirmer qu'un "examen impartial et scientifique" est nécessaire laisse supposer qu'un tel travail n'a pas été fait jusqu'à la rédaction de ce Protocole - une telle intention est une contre-vérité flagrante.

> ASA : Les conclusions par une sous-commission sur la "dimension historique" ne lieront pas la Turquie, et seules des recommandations sont prévues. Etant donnés les antécédents de la Turquie, il serait extrêmement improbable que la République de Turquie admette une quelconque responsabilité dans le **Génocide Arménien** en réponse à de simples recommandations. Le fait mérite une mention particulière : si les protocoles sont ratifiés, ce sera la première fois que la République de Turquie aura participé à une commission, à un niveau international, en liaison avec **les événements de 1915**. La suite est certaine : les conclusions de la commission n'auront aucun effet en droit international ; l'objectif de la commission, explicitement défini, est d'étudier la "dimension historique". Selon l'ASA, il est évident que la commission ne sera pas autorisée à s'écarter de l'objectif, pas plus qu'elle n'a le pouvoir de conclure autrement que par une simple appréciation historique.

CNA : La problématique que soulève le Conseil National Arménien concerne le cadre spécifique de ce type de rapport en direction d'un examen impartial des données historiques et des archives, le cadre politique n'est pas le cadre souhaité par le CNA.

Le CNA appelle les Arméniens du monde entier à le soutenir dans la mise en place d'une action de justice internationale qui serait le cadre exclusif à ce type d'examen scientifique dit impartial concernant les événements qui se sont produits en Arménie Occidentale de 1890 à 1923.

LE CNA déclare que le seul point positif de ces Protocoles est une actualisation et une démonstration réelles de la situation stratégique, diplomatique et juridico-politique de la République d'Arménie, de l'Arménie Occidentale, de la République d'Artsakh, du Nakhitchevan et du Djavakhk.

Le CNA précise que la condition *sine qua non*, de "non-préalabilité" des accords arméno-turcs, avancée par les autorités arméniennes est une condition non conforme au droit International.

La mobilisation de tous est donc nécessaire non seulement pour dénoncer ces Protocoles, chose facile et irresponsable, mais pour proposer une **RESOLUTION NATIONALE DE LA QUESTION ARMENIENNE PAR LES ARMENIENS EUX-MEMES** relativement aux diverses situations et au Droit International.

Le Conseil National Arménien déclare officiellement :

Qu'il recommande un retrait immédiat des dits protocoles et demande une prise en compte globale et juridique de la part du gouvernement d'Arménie, de la déclaration ci-joint du Conseil National Arménien.

Le combat pour la justice des Arméniens a commencé à l'extérieur et en Arménie Occidentale dans les années 1970 avec pour objectifs et en préalable ;

- la reconnaissance internationale et turque de la culpabilité des gouvernements successifs turcs de crime de génocide du peuple arménien
- Dans le cas où la Turquie ne reconnaît pas la culpabilité des gouvernements successifs turcs, de crime de génocide du peuple arménien, nous exigeons le règlement de cette question exclusivement dans le cadre d'une procédure internationale,
- la libération des territoires arméniens occupés par la Turquie et,
- l'application des droits légitimes des Arméniens d'Arménie Occidentale.

Ce combat, hautement moral et spirituel, continuera jusqu'à la réalisation des objectifs finaux énoncés, sans aucune concession.

Chouchi, le 21 septembre 2009
Le Conseil National Arménien

ANNEXES

ANALYSES HISTORIQUES

Etude comparée entre les traités avant décembre 1920 et les traités signés après décembre 1920

Traité et documents signés par les Arméniens avec consentement préalable, libre et éclairé, concernant l'Arménie, avant décembre 1920,

- **Reconnaissance officielle de la Triple-Entente, le 24 mai 1915**

**France, Grande-Bretagne et Russie. — DÉCLARATION DE LA TRIPLE-ENTENTE
TENANT POUR RESPONSABLE LE GOUVERNEMENT TURC DES MASSACRES COMMIS PAR LA TUR-
QUIE EN ARMÉNIE, EN DATE DU 24 MAI 1915.**

24 mai 1915. — Depuis un mois environ, la population kurde et turque de l'Arménie procède, de connivence et souvent avec l'aide des autorités ottomanes, à des massacres des Arméniens. De tels massacres ont eu lieu vers le mi-avril (nouveau style) à Erzeroum, Dertchoun, Eguine, Akn, Billis, Mouch, Sassoun, Zeitoun et dans toute la Cilicie ; les habitants d'une centaine de villages aux environs de Van ont été tous assassinés ; dans la ville même, le quartier arménien est assiégé par les Kurdes. En même temps, à Constantinople, le gouvernement ottoman sévit contre la population arménienne inoffensive. — En présence de ces nouveaux crimes de la Turquie contre l'humanité et la civilisation, les gouvernements alliés font savoir publiquement à la Sublime-Porte qu'ils tiendront personnellement responsables desdits crimes tous les membres du gouvernement ottoman ainsi que ceux de ses agents qui se trouveraient impliqués dans de pareils massacres.

- Reconnaissance de l'indépendance de l'Arménie Occidentale dite turque par la Russie, le 13 janvier 1918
- Déclaration d'indépendance de l'Arménie Orientale dite russe, le 28 mai 1918
- Traité de Batoum, 4 juin 1918 entre la République arménienne et l'Empire ottoman
- Les accords Arméno-Kurdes, 20 février 1920 sur l'Arménie turque
- Traité de Sèvres, 11 mai 1920, 10 août 1920, 22 novembre 1920

Traités et documents signés ou non par des Arméniens sous régime soviétique sans consentement préalable, libre et éclairé concernant l'Arménie

- Les déclarations solennelles

DÉCLARATION DE NARIMANOV
À LA RÉUNION SOLENNELLE DU
SOVIET DE BAKOU

(1^{er} DÉCEMBRE 1920)

L'Azerbaïdjan soviétique, allant à la rencontre du peuple travailleur et fraternel arménien dans sa lutte contre le pouvoir dachnak qui faisait et fait couler le sang de nos meilleurs camarades communistes en Arménie et dans le Zanguezour, déclare que dorénavant aucun conflit territorial ne sera cause d'une effusion de sang entre les deux peuples voisins séculaires, l'arménien et le musulman. Le Zanguezour et le Nakhitchévan font partie intégrante de l'Arménie soviétique. Le plein droit à l'autodétermination est accordé au peuple du Karabagh.

Documents sur la victoire du
pouvoir soviétique en Arménie
doc. 293, p. 437
Erevan, 1957
(en russe)

DÉCLARATION DU COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE D'AZERBAÏDJAN,
SIGNÉE PAR NARIMANOV (PRÉSIDENT DU COMITÉ)
ET HUSSEÏNOV (COMMISSAIRE DU PEUPLE AUX AFFAIRES
ÉTRANGÈRES)

(30 NOVEMBRE 1920)

Le gouvernement des travailleurs et des paysans d'Azerbaïdjan, ayant appris la nouvelle de la proclamation en Arménie, au nom de la paysannerie révoltée, de la république socialiste soviétique, salue la victoire du peuple frère. A partir d'aujourd'hui, les anciennes frontières entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sont déclarées annulées. Le Haut-Karabagh, le Zanguezour et le Nakhitchévan sont reconnus partie intégrante de la république socialiste d'Arménie. Vive la fraternité et l'union des travailleurs et des paysans de l'Arménie soviétique et de l'Azerbaïdjan.

Journal *Kommunist*
Erevan n° 2, 7 décembre 1920
(en arménien)

- **Traité de Kars, le 13 octobre 1921**

Le **traité de Kars** est signé le 13 octobre 1921 à la fin de la conférence de Kars entre la Turquie kémaliste, d'une part, et les républiques soviétiques de la Transcaucasie de l'autre. Il comprend un préambule, 20 articles et 3 annexes.

Selon l'article 1, sont considérés comme caducs les accords passés entre les gouvernements des pays sur le territoire des parties contractantes. Est reconnu de ce fait annulé le traité d'Alexandropol de 1920, et non valables les accords passés avec les États tiers et qui concernaient les républiques transcaucasiennes. Mais cela ne s'appliquait pas à l'accord de 1921 de Moscou conclu entre la Russie soviétique et la Turquie.

L'article 2 était particulièrement important pour la Turquie, puisque selon celui-ci, les parties ne reconnaissaient aucun accord ou acte international, qui pouvait être imposé au moyen de la force. Cela signifiait que l'Arménie soviétique ne reconnaissait pas le traité de Sèvres de 1920. L'article 3 annule le régime des capitulations, et l'article 4 définissait la frontière entre la Turquie et les républiques de la Transcaucasie (la description plus détaillée de la frontière était donnée dans les annexes 1 et 2). Selon l'article 5, les gouvernements de la Turquie, de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie acceptent la formation d'une république autonome, le Nakhitchévan (avec ses frontières indiquées dans l'annexe 3), placé sous la protection de l'Azerbaïdjan. Les articles 6 à 9 se rapportent aux relations entre la Turquie et la Géorgie. Les autres articles définissent la position juridique des citoyens des parties, établissent l'ordre de l'échange des prisonniers, concernent le règlement des autres questions économiques, financières et, la conclusion des accords consulaires, etc...

Le traité de Kars répète essentiellement les positions de l'accord de 1921 de Moscou. Il est signé pour l'Arménie par le commissaire du peuple des affaires étrangères A. Mravjan et le commissaire du peuple des affaires intérieures P. Makintsjan ; pour l'Azerbaïdjan, par le commissaire du peuple de l'inspection des ouvriers et des paysans B. Chahthtinsky ; pour la Géorgie, par le commissaire du peuple pour les affaires navales S. Eliava et le commissaire du peuple des affaires étrangères et les finances A. Svanidze ; pour la Turquie, par les députés de l'Assemblée nationale et le commandant du front oriental Kazem Karabekir Pacha, et Veli Bej, par un ancien adjoint du ministre des travaux sociaux Muhtar Bej, et par le représentant plénipotentiaire de la Turquie en Azerbaïdjan Memduh Sevket ; pour la Russie, par le représentant plénipotentiaire en Lettonie J. Ganetsky.

- **Le traité entre le Parti Révolutionnaire Dashnaksutyun et la Ligue Nationale Kurde Hoyboun, le 29 octobre 1927**

- Résolution sur une solution politique de la question arménienne (18 juin 1987)

- Le 17 Décembre 2004, eu égard à la décision des chefs d'état de l'Union Européenne pour ou contre l'acceptation d'ouverture des négociations de l'entrée de la soi-disant Turquie en son sein, la Nation Arménienne en exil aurait toute légitimité de déclarer son droit à s'autodéterminer et constituer un Conseil national et exécutif afin de faire appliquer ses droits fondamentaux à l'existence dans le cadre spécifique de l'Assemblée des Arméniens d'Arménie Occidentale.

Nous sollicitons l'ensemble des Arméniens(nes) en exil qui reconnaissent que leurs racines sont en Arménie Occidentale et au-delà de leur appartenance idéologique ou religieuse, de se réunir au sein de l'Assemblée des Arméniens d'Arménie Occidentale afin de faire valoir leurs droits fondamentaux à l'autodétermination.

L'ENVIRONNEMENT GEOSTRATEGIQUE

1/ L'oléoduc Bakou – Tbilissi - Ceyhan

Depuis son point de départ à Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan, jusqu'au terminal, dans le grand port du sud-est de la Cilicie, Ceyhan, l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan parcourt 1 765 kilomètres : 445 kilomètres en Azerbaïdjan, 245 kilomètres en Géorgie et 1 070 en Arménie occidentale et en Cilicie occupées. Opérationnel depuis 2005, il fournit un million de barils par jour, soit 50 millions de tonnes de pétrole par an aux marchés occidentaux. Une grande partie du pétrole de la mer Caspienne qui arrive dans le port turc de Ceyhan repart par tankers vers les Etats-Unis. Depuis les origines du projet BTC, Washington s'est constamment impliqué dans la réalisation de ce nouveau pipeline qui a diminué la dépendance des Etats-Unis vis-à-vis de leur approvisionnement en pétrole au Moyen-Orient.

Les grandes compagnies qui ont misé sur la réussite commerciale du BTC sont toutes occidentales, en dehors des compagnies azerbaïdjanaise, géorgienne et turque impliquées dans la réalisation de ce projet. Le britannique BP est l'actionnaire le plus important du consortium avec 30% des parts. BP a eu la responsabilité de la conception et de la réalisation du projet. Il a coûté 4 milliards de dollars au lieu des 3 milliards prévus à l'origine. Outre British Petroleum, le consortium regroupe dix autres sociétés : Socar (compagnie nationale d'Azerbaïdjan) ; TPAO (Turquie) ; Statoil (Norvège) ; Unocal, Amerada Hess, ConocoPhillips (Etats-Unis) ; Itochu, Inpex (Japon) ; Eni (Italie) et enfin la compagnie pétrolière française Total. Ces compagnies pétrolières se connaissent bien, elles sont déjà associées pour exploiter du pétrole dans d'autres régions du monde. Ces compagnies ont apporté le tiers du financement, les deux tiers restants ont été fournis par des banques gouvernementales américaine et japonaise, par la Banque mondiale et par la BERD.



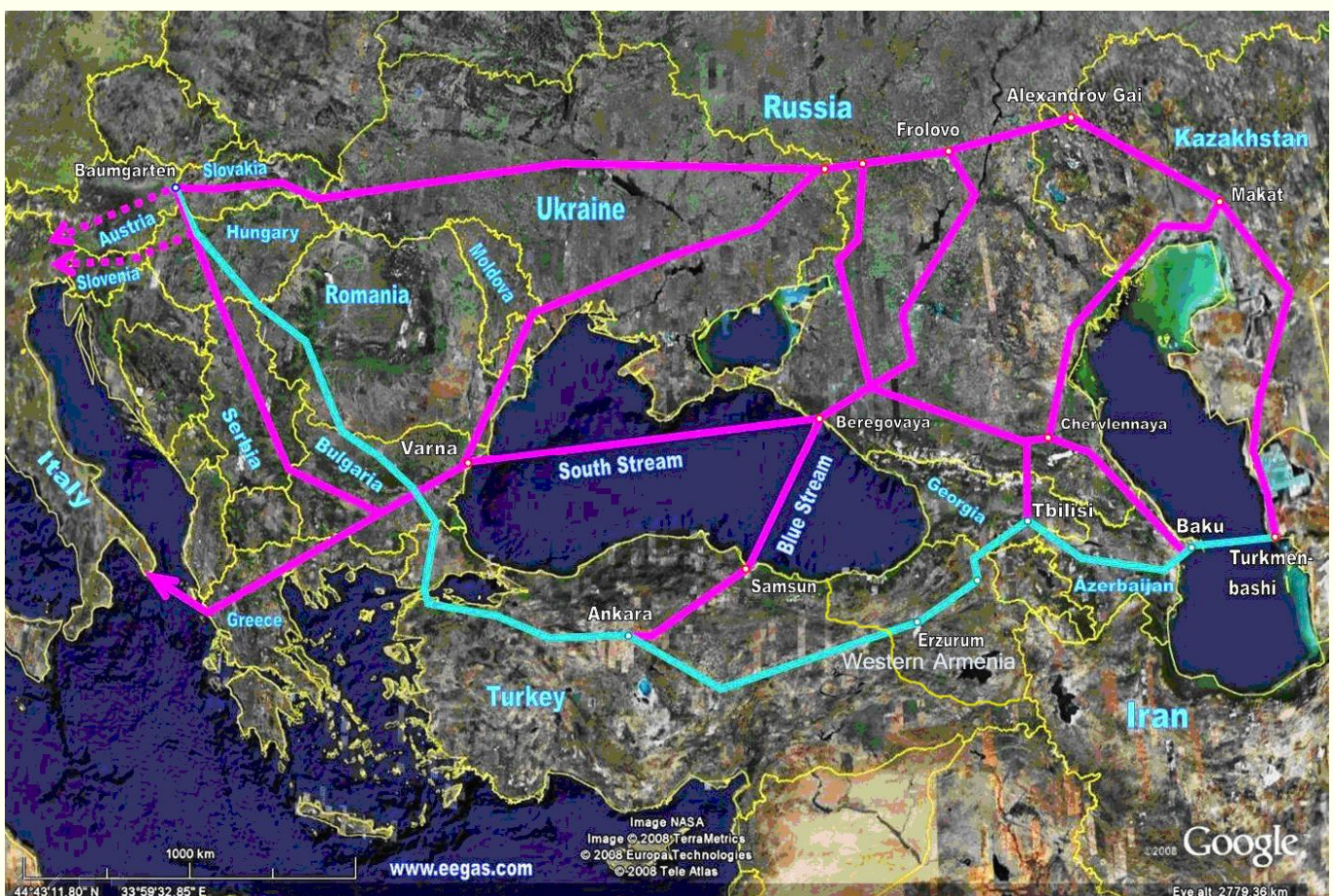
2/ Le projet de gazoduc NABUCCO (Nabuchodonosor)

Nabucco est un projet de gazoduc reliant l'Iran et les pays de la Transcaucasie à l'Europe centrale¹. Soutenu par l'Union européenne (UE), ce tube permettrait, dès 2014, de diversifier les sources d'approvisionnement énergétique de l'Europe, notamment d'un pays comme la Hongrie, qui dépend à 80 % du gaz russe.

D'une longueur de 3300 km, il aurait une capacité maximale de 31 milliards de m³ de gaz. Son coût planifié s'élèverait à 7,9 milliards d'euro². Sa position au cœur de l'Arménie occidentale occupée permet au gazoduc d'être éventuellement relié, à terme, aux réseaux de transport syrien et surtout irakien.

Un accord intergouvernemental entre la Turquie et la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie et l'Autriche a été signé le 13 juillet 2009³, sans le consentement libre et éclairé des Arméniens d'Arménie Occidentale.

Nabucco est en concurrence directe avec le projet South Stream, un gazoduc qui devrait être construit par le consortium de Gazprom (Russie) et ENI (Italie) en 2015. South Stream est également soutenu par la Turquie⁴.



Résolution n° 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux

Résolution n° 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux, du 14 décembre 1960

L'Assemblée générale,

Consciente de ce que les peuples du monde se sont, dans la Charte des Nations Unies, déclarer résolus à proclamer à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et

petites, et à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

Consciente de la nécessité de créer des conditions de stabilité et de bien-être et des relations pacifiques et amicales fondées sur le respect des principes de l'égalité de droits et de la libre détermination de tous les peuples, et d'assurer le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Reconnaissant le désir passionné de liberté de tous les peuples dépendants et le rôle décisif de ces peuples dans leur accession à l'indépendance,

Consciente des conflits croissants qu'entraîne le fait de refuser la liberté à ces peuples ou d'y faire obstacle, qui constituent une grave menace à la paix mondiale,

Considérant le rôle important de l'Organisation des Nations Unies comme moyen d'aider le mouvement vers l'indépendance dans les territoires sous tutelle et les territoires non autonomes,

Reconnaissant que les peuples du monde souhaitent ardemment la fin du colonialisme dans toutes ses manifestations,

Convaincue que le maintien du colonialisme empêche le développement de la coopération économique internationale, entrave le développement social, culturel et économique des peuples dépendants et va à l'encontre de l'idéal de paix universelle des Nations Unies,

Affirmant que les peuples peuvent, pour leurs propres fins, disposer librement de leurs richesses et ressources naturelles sans préjudice des obligations qui découleraient de la coopération économique internationale, fondée sur le principe de l'avantage mutuel, et du droit international,

Persuadée que le processus de libération est irrésistible et irréversible et que, pour éviter de graves crises, il faut mettre fin au colonialisme et à toutes les pratiques de ségrégation et de discrimination dont il s'accompagne,

Se félicitant de ce qu'un grand nombre de territoires dépendants ont accédé à la liberté et à l'indépendance au cours de ces dernières années, et reconnaissant les tendances toujours plus fortes vers la liberté qui se manifestent dans les territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance,

Convaincue que tous les peuples ont un droit inaliénable à la pleine liberté, à l'exercice de leur souveraineté et à l'intégrité de leur territoire national,

Proclame solennellement la nécessité de mettre rapidement et inconditionnellement fin au colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations ;

Et à cette fin,

Déclare ce qui suit :

1. La sujétion des peuples à une subjugation, à une domination et à une exploitation étrangères constitue un déni des droits fondamentaux de l'homme, est contraire à la Charte des Nations Unies et compromet la cause de la paix et de la coopération mondiales.
2. Tous les peuples ont le droit à la libre détermination ; en vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et poursuivent librement leur développement économique, social et culturel.
3. Le manque de préparation dans les domaines politique, économique ou social ou dans celui de l'enseignement ne doit jamais être pris comme prétexte pour retarder l'indépendance.

4. Il sera mis fin à toute action armée et à toutes mesures de répression, de quelque sorte qu'elles soient, dirigées contre les peuples dépendants, pour permettre à ces peuples d'exercer pacifiquement et librement leur droit à l'indépendance complète, et l'intégrité de leur territoire national sera respecté.

5. Des mesures immédiates seront prises, dans les territoires sous tutelle, les territoires non autonomes et tous autres territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, sans aucune distinction de race, de croyance ou de couleur, afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes.

6. Toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies.

7. Tous les Etats doivent observer fidèlement et strictement les dispositions de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la précédente Déclaration sur la base de l'égalité, de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats et du respect des droits souverains et de l'intégrité territoriale de tous les peuples.

Déclaration sur les droits des peuples Autochtones

<http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/fr/drip.html>

Արևմտեան Հայաստանի Հայերուն Հազգային Խորհուրդի Ներկայացուցչութիւն Ֆրանսա
Représentation en France du Conseil National des Arméniens d'Arménie Occidentale

BP 61
92224 BAGNEUX CEDEX
e-mail : haybachdban@wanadoo.fr